

OBSERVATOIRE NIGERIEN INDEPENDANT DES MEDIAS POUR L'ETHIQUE ET LA DEONTOLOGIE

Statuts

Préambule

A la faveur de l'avènement de la démocratie, le Niger s'est engagé, dès les années 1990, dans un processus de libéralisation de son espace médiatique. C'est ainsi qu'on assiste à la création des premiers journaux à partir de 1991, dans la foulée de la Conférence nationale souveraine (CNS). Depuis lors, le processus s'est poursuivi avec la naissance de plusieurs autres journaux, des radios privées, associatives et communautaires et même des télévisions privées. Pour mieux s'organiser et défendre leurs droits, dont la liberté de la presse, les différentes organisations socioprofessionnelles des médias sont regroupées au sein de plusieurs associations, syndicats et réseaux.

Dans un souci de fédérer les énergies pour mieux défendre les intérêts de la famille de la presse, les différentes structures de la presse privée se sont retrouvées avec celles de la presse publique pour fonder la Maison de la presse. C'est à travers ce cadre fédérateur que, depuis trois ans, l'ensemble de la presse nigérienne a fait bloc derrière la demande dépenalisation des délits commis par voie de presse. Loin d'appeler à l'institution d'une impunité pour le journaliste, cette revendication vise à obtenir la suppression des peines d'emprisonnement pour les délits commis par voie de presse, comme cela est du reste le cas dans beaucoup de pays, y compris en Afrique (?), où la démocratie s'est véritablement installée.

A l'occasion des Etats généraux de la presse, tenus les 29, 30 et 31 avril 2010 au Palais des Congrès de Niamey, un avant-projet de loi portant dépenalisation des délits de presse avait été adopté. Mais conscients d'éventuels dérapages qu'une suppression des peines d'emprisonnement pourrait entraîner chez les journalistes, les participants à ces Etats généraux de la presse ont recommandé la mise en place urgente d'un organe d'autorégulation, dont la mission est de veiller à un strict respect de l'éthique et de la déontologie au sein des médias nigériens.

C'est pour répondre à cette recommandation des Etats généraux de la presse que les différentes structures membres de la Maison de la presse ont décidé, ce jour dimanche 25 avril 2010, de mettre en place un organe d'autorégulation dénommé : **Observatoire Nigérien Indépendant des Médias pour l'Ethique et la Déontologie (ONIMED)**.

Titre I : De la création, du siège et de la durée

Article 1 : Il est créé, entre les différentes organisations socioprofessionnelles des médias, les organes de presse écrite, audiovisuelle et électronique une instance dénommée : Observatoire Indépendant des Médias pour l’Ethique et la Déontologie. L’ONIMED est un organe professionnel d’autorégulation, à but non lucratif. Son siège est basé à Niamey, mais il peut être transféré dans toute autre localité du territoire nigérien en cas de besoin.

Article 2 : La durée de vie de l’ONIMED est de 99 ans.

Titre II : Des objectifs

Article 3 : L’ONIMED a pour objectifs de :

- protéger le droit du public à une information libre ; complète, saine, honnête et exacte ;
- promouvoir la démocratie et l’Etat de droit ;
- protéger et défendre la liberté de la presse ;
- veiller à l’observance, par les journalistes, des règles éthiques et déontologiques telles qu’elles sont généralement admises par la profession et/ou codifiées dans la charte des journalistes professionnels du Niger ;
- prendre toute initiative pour assurer la promotion et le respect de l’éthique et de la déontologie, notamment la formation professionnelle, la spécialisation des journalistes et la vulgarisation du code déontologique élaboré par l’ONIMED ;
- cultiver la confraternité entre les journalistes et les organes d’information ;
- veiller à la sécurité des journalistes dans l’exercice de leur fonction et garantir leurs droits d’accéder à l’information sur tous les faits concernant la vie publique.
- veiller au respect des normes de l’éthique sociale en sanctionnant notamment toute atteinte à la dignité humaine, toute incitation au tribalisme, à la xénophobie, aux crimes et délits, à la révolte, à l’outrage aux bonnes mœurs, à l’apologie des crimes de guerre et des crimes contre l’humanité ;

Titre III : Des organes de l’ONIMED

Article 4 : Les organes de l’ONIMED sont : L’Assemblée Générale et le Bureau exécutif.

Article 5 : l’Assemblée Générale est composée d’un représentant par structure ou organe de presse membre. Elle élit le bureau de l’ONIMED, désigne trois commissaires aux comptes et définit les orientations générales de l’organe. Elle se réunit en session ordinaire, tous les trois mois, et en session extraordinaire à la demande de deux tiers (2/3) de ses membres.

Article 6 : Le Bureau exécutif est composé de 15 membres dont :
Huit (8) journalistes en activité ;

Deux (2) représentants d'éditeurs de presse ;

Deux (2) représentants des médias audiovisuels

Deux (2) représentants des organisations de la presse ne relevant ni des éditeurs ni des médias audiovisuels ;

Un (1) représentant des associations de défense des droits de l'homme et des consommateurs ;

Article 7 : Les membres du bureau de l'ONIMED sont élus en fonction de leur intégrité morale et de leurs compétences professionnelles.

Article 8 : Après avoir été élus par l'Assemblée générale, les membres du bureau élisent à leur sein :

Un président ;

Un secrétaire général ;

Un chargé de relations extérieures ;

Un trésorier ;

Un trésorier adjoint ;

Deux rapporteurs ;

Article 9 : Le mandat des membres de l'ONIMED est de deux (2) ans, renouvelable une seule fois.

Article 10 : Les attributions de chaque membre du bureau sont précisées dans le Règlement intérieur.

Article 11 : Deux commissaires aux comptes sont élus en dehors du bureau exécutif parmi les membres de l'Assemblée Générale. Ils ont pour mission de vérifier la régularité des comptes.

Titres IV : De la saisine et des délibérations de l'ONIMED

Article 12 : L'ONIMED peut être saisi par toute personne, physique ou morale se sentant lésée dans son droit à l'information (obstruction au droit de réponse, au droit à la rectification, inexactitude de l'information dans son droit à l'image ou victime d'une atteinte à sa vie privée, d'injures ou de diffamation) de la part d'un organe de presse, public ou privée. L'ONIMED peut aussi s'autosaisir lorsqu'il juge le traitement de l'information dommageable aux principes de l'éthique et de la déontologie. Toute personne désirant saisir l'ONIMED doit le faire par écrit et dans un délai de quinze (15) jours après la publication ou diffusion de l'information incriminée. L'ONIMED est, pour sa part, tenu de statuer sur le litige dans un délai maximum de dix (10) jours, après la saisine. L'ONIMED ne peut connaître des dossiers pendants devant les tribunaux.

Article 13 : Une fois saisi, l'ONIMED convoque expressément une réunion du bureau pour statuer sur l'objet de la saisine. Tous les membres du bureau sont tenus de participer aux réunions délibératives. Pour être valables, les délibérations de l'ONIMED doivent requérir obligatoirement la présence de deux tiers (2/3) des membres du bureau.

Article 14 : Avant de statuer sur tout litige dont il est saisi, l'ONIMED doit entendre les différentes parties (journalistes, responsable de l'organe de presse et le plaignant).

Article 15 : Les décisions de l'ONIMED sont prises, après débats, par consensus ou à la majorité simple des membres présents. Le vote a lieu à bulletin secret.

Article 16 : Les membres de l'ONIMED sont tenus de respecter le secret des délibérations.

Titre V : Du fonctionnement

Article 17 : Les résultats des délibérations de l'ONIMED sont rendus sous forme de communiqués. Les organes de presse incriminés sont tenus de publier ou de diffuser lesdites délibérations.

Article 18 : L'ONIMED peut être saisi par l'organe chargé de l'attribution de la carte de journaliste professionnel pour avis sur l'attribution ou le retrait de la carte professionnelle à un journaliste.

Article 19 : Les moyens d'action de l'ONIMED sont :

- la dénonciation des violations du code de l'éthique et de la déontologie ;
- la médiation ;
- la formation des journalistes en matière d'éthique et de déontologie ;
- les correspondances ;
- la saisine de l'organe d'attribution de la carte d'identité de journaliste professionnel pour le retrait ou le refus d'attribution de la carte de journaliste professionnel ;
- l'émission d'avis et des recommandations aux organes d'information, aux instances de régulation et à toute autre institution en charge des médias, qui en fait la demande.

Article 20 : À l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, célébrée le 3 Mai de chaque année, l'ONIMED est tenu de publier un rapport sur ses activités et sur l'état de la liberté de la presse au Niger. Ce rapport est largement diffusé ou publié dans les différents organes de presse.

Titre VI : Des ressources

Article 21 :

Les ressources proviennent :

- des cotisations des structures membres
- subventions ;
- dons et legs ;
- financement des partenaires extérieurs ;

- toutes ressources autorisées par la loi.

Article 22 : Afin de recueillir les fonds nécessaires à son fonctionnement, l'ONIMED peut entreprendre toute action, à condition qu'elle préserve son indépendance et sa crédibilité.

Titre VII : De la révision

Article 23 : Les présents Statuts de l'ONIMED ne peuvent être révisés qu'au cours d'une Assemblée Générale réunissant les deux tiers (2/3) des membres.

Titre VIII : Des dispositions transitoires et finales

Article 24 : Une Assemblée générale composée des différentes organisations socioprofessionnelles des médias, élargie aux journalistes et aux responsables des organes de presse, est convoquée pour amender les différents textes et élire les membres du bureau de l'ONIMED.

Article 25 : Un Règlement Intérieur complète les présents Statuts.

Projet de Règlement Intérieur de l'ONIMED

Titre I : Fonctionnement

Article 1 : L'ONIMED est une institution d'autorégulation créée par les professionnels des médias nigériens, en vue de sanctionner les manquements à l'éthique et à la déontologie et de promouvoir les bonnes pratiques dans l'exercice du métier de journaliste.

Article 2 : Le Bureau de l'ONIMED se réunit une fois par semaine, tous les samedis, à son siège provisoire situé dans les locaux de la Maison de la Presse.

Article 3 : Les réunions se tiennent à huis clos.

Toutes les réunions sont sanctionnées par un procès-verbal écrit et, si besoin, par un communiqué diffusé par voie de presse.

Article 4 : Il doit être établi une synthèse trimestrielle des procès-verbaux.

Article 5 : L'ONIMED publie chaque année deux rapports : un rapport annuel sur l'état de la liberté de la presse qui est diffusé le 3 mai, journée mondiale de la liberté de la presse ; et un rapport sur la pratique journalistique en matière d'éthique et de déontologie.

Titre II : Les délibérations

Article 6 : Les délibérations de l'ONIMED sont secrètes. Leurs résultats ne sont valables que si le quorum est atteint et qu'ils sont pris à la majorité absolue des membres présents.

Article 7 : Le vote si nécessaire intervient après de larges discussions (au moins trois tours de table). Il se fait à bulletin secret.

Article 8 : Les résultats des délibérations sont diffusés par voie de presse sous forme de communiqués, lus dans plusieurs langues. En cas de besoin, ils peuvent être commentés par le Président ou tout membre du bureau dûment mandaté. L'organe de presse incriminé a l'obligation de publier les délibérations de l'observatoire.

Titre III : Les membres

Article 9 : Les membres, une fois élus, siègent en toute conscience et en leur nom propre.

Ils ne peuvent être révoqués par leur corps d'origine.

Article 10 : Tous les membres du bureau sont élus en même temps par l'Assemblée générale.

Article 11 : Le Président, le Secrétaire Général, le Trésorier et les deux rapporteurs sont élus par les membres du bureau au cours de la première réunion ayant suivi leur élection par l'Assemblée générale. Si le quorum n'est pas atteint une prochaine réunion est convoquée, au cours de laquelle le vote ne peut être différé. Le vote a lieu à la majorité simple des membres présents du bureau.

Article 12 : Sur leur honneur, les membres du bureau sont tenus de respecter le secret des délibérations.

Article 13 : Les délibérations de l'ONIMED sont soumises au principe de la collégialité. Présents ou absents, les membres du Bureau sont solidairement responsables des décisions prises à chaque réunion.

Titre IV : Les ressources

Article 14 : Les ressources de l'ONIMED sont constituées de :

- cotisations des organisations socioprofessionnelles des médias ;
- des organes de presse ;
- dons et legs ;
- financements provenant des bailleurs de fonds et de partenaires extérieurs ;
- subventions ;
- produits de la vente de ses articles.

Titre V : Le mode de saisine

Article 15 : Toute personne physique ou morale lésée dans son droit à l'information :

- obstruction au droit de réponse ;
 - atteinte à la vie privée ;
 - inexactitude d'une information ;
 - censure ;
 - diffamation, injure, chantage et harcèlement etc. ;
- ... peut saisir individuellement ou collectivement l'ONIMED par écrit.

Article 16 : En cas de besoin, les membres du Bureau de l'ONIMED peuvent inviter pour audition un plaignant, un journaliste, un directeur de publication, un directeur général ou tout responsable d'un organe mis en cause.

La confrontation est le dernier recours en cas de désaccord après plusieurs auditions, et cela sur avis favorable préalable des parties.

Article 17 : Les membres du Bureau de l'ONIMED peuvent s'autosaisir pour :

- condamner et/ou sanctionner toute violation de l'éthique et de la déontologie ;
- féliciter et encourager toute observance de l'éthique et de la déontologie.

Titre V : Les sanctions

Article 18 : Tout membre du Bureau qui totalise plus de huit absences injustifiées par trimestre aux réunions hebdomadaires sera démis.

Article 19 : Tout journaliste membre du Bureau qui manque plus de trois fois aux règles de déontologie sera démis et remplacé.

Article 20 : Tout journaliste professionnel qui totalise trois (3) manquements à l'éthique et à la déontologie reçoit un avertissement. Tout journaliste qui totalise cinq (5) manquements à l'éthique et à la déontologie écope d'un blâme.

Au-delà de cinq (5) manquements à l'éthique et à la déontologie, l'ONIMED propose à l'organe chargé de délivrer la carte de journaliste professionnel, la suspension de la carte du journaliste pour une période de six (6) mois.

Au-delà de cinq (5) manquements à l'éthique et à la déontologie, l'ONIMED propose à l'organe chargé de délivrer la carte de journaliste professionnel le retrait définitif de la carte du journaliste.

Article 21 : Tout journaliste doit avoir un seul pseudonyme que l'employeur est tenu de communiquer à l'ONIMED.

Article 22 : Tout journaliste stagiaire qui commet 3 manquements à l'éthique et à la déontologie reçoit un avertissement.

Au-delà de 5 manquements à l'éthique et à la déontologie, il reçoit un blâme.

L'ONIMED s'engage à transmettre son dossier à celui qui l'emploie, à tous les organes d'informations et à l'organe chargé de l'attribution de la carte du journaliste professionnel.

Article 23 : Tout organe d'information qui publie les articles d'un stagiaire déjà blâmé ou d'un journaliste dont la carte a été suspendue ou retirée de façon définitive est coupable de faute lourde et signalé pour sanctions disciplinaires.

Article 24 : Au-delà de cinq ((5) manquements à l'éthique et à la déontologie, tout organe d'information sera interpellé par l'ONIMED qui saisit en même temps l'organe de régulation des médias pour sanctions.

Article 25 : Pour toute sanction lourde, l'ONIMED informe les syndicats et les associations des journalistes.